

## Burundi : le pouvoir accuse l'opposition de poursuivre son "entreprise de putsch"

RFI, 19-07-2015 Négociations au Burundi : polémique sur la création du Conseil national Au Burundi, les négociations ont enfin pu commencer sur le fond hier, samedi 18 juillet, après deux journées passées à déterminer l'ordre du jour mais une polémique a éclaté sur la création d'un conseil national, empêchant tout autre sujet d'être sur la table. Pour l'opposition, il est aujourd'hui clair que le camp présidentiel cherche à gagner du temps pour éviter les sujets qui fâchent.

Juste avant le démarrage des discussions sur un éventuel report de la présidentielle, le ministre des Affaires étrangères a expliqué hier à plusieurs journalistes que le calendrier électoral ne serait pas le prochain sujet abordé, qu'un autre viendrait s'insérer dans le programme établi par la médiation. De fait, quelques minutes plus tard, la discussion est effectivement suspendue : le gouvernement vient d'accuser l'opposition de poursuivre son « entreprise de putsch ». En cause, un document signé par plusieurs parties d'opposition qui soutient l'idée de créer un conseil national pour la restauration des accords d'Arusha. Une déclaration d'intention qui pour l'essentiel donne rendez-vous à toutes les parties d'opposition de l'intérieur comme de l'extérieur à Addis Abeba. « Le conseil saura pleinement jouer le rôle de garant de la démocratie et des institutions », peut-on lire dans ce communiqué publié il y a quelques jours. Pour le ministre de l'Intérieur, c'est clair : l'opposition cherche à remettre en cause les institutions établies. À l'instar de ce document qui a été signé par quelques partis de l'opposition qui étaient présents ici, et ce document annonce la création d'un Conseil national pour la restauration des accords d'Arusha, et d'un Etat de droit, un document qui précise que ce Conseil national va prendre en main les questions en rapport avec la démocratie et les institutions de la République. Vous comprenez donc que c'est un document qui fait suite au prolongement du putsch manqué, explique le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana. Donc le gouvernement a considéré que c'était tout un document très important qu'il faut d'abord analyser et savoir sa valeur par rapport au dialogue qui est déjà entamé. Les partis de l'opposition en ont fait une diversion. On va voir si on devra reprendre très prochainement à ». L'opposition elle-même parle d'une diversion. Pour Me François Nyamoya, secrétaire général du MSD [Mouvement pour la solidarité et le développement] qui est signataire de cette déclaration, c'est un prétexte. « On le présentait déjà qu'au moment où on allait aborder la question du calendrier électoral, ils allaient chercher un prétexte. Cette déclaration, elle est publique depuis le 15 juillet... le ministre de l'Intérieur aujourd'hui dit : on vient juste prendre connaissance de ce dossier. Alors que déjà hier et hier le ministre lui-même, le porte-parole du parti et d'autres, faisaient déjà référence à cette déclaration ! Prétexte ! Ils disent que le contenu de cette déclaration montre que c'est une continuation du coup d'Etat. Alors moi je ne dis pas bien qu'ils disent ce genre de choses devant tout le monde. Parce que ce document, tout le monde peut le lire et voir dans chaque phrase, dans chaque paragraphe, s'il y a quelque chose qui porte atteinte à la sécurité ». Cette nouvelle polémique a même fait oublier l'adoption de mesures relatives à l'amélioration de la sécurité. Peu de choses sur toutes les façons ont été retenues : pour l'essentiel, la réintégration de la nation pour l'Union africaine d'experts militaires pour superviser le désarmement des populations civiles.